



Église évangélique réformée  
de Suisse

**Synode d'automne 2021**  
**Visite du Conseiller d'État Ignazio Cassis et du cardinal Pietro Parolin**  
**Discours d'accueil, Rita Famos**

Éminence,  
Monsieur le Conseiller fédéral,

C'est une joie pour moi de vous accueillir ici, au Rathaus de Berne, à l'occasion de notre Synode d'automne.

La tradition helvétique veut que des chrétiennes et des chrétiens, consacrés ou non, prennent des décisions pour l'Église au sein des parlements ecclésiaux. Depuis la Réforme, l'Église et l'État se sont mutuellement inspirés pour faire évoluer la culture parlementaire. Les Églises qui ont un statut de droit public sont toutes dotées d'une structure parlementaire : l'Église catholique-chrétienne a son Synode national, l'Église catholique romaine a la Conférence centrale catholique romaine et l'Église protestante réformée a son Synode.

« Il faut toujours insister sur ce qui unit » : c'est vous-même, Monsieur le Conseiller fédéral, qui nous avez lancé cet appel en 2018, à Bâle, lors de votre message d'accueil à l'assemblée plénière de la Communion d'Églises protestantes en Europe. Nous aimons à nous en souvenir.

L'appel à la paix, à la justice et à la préservation de la Création unit les Églises chrétiennes du monde entier. Nous percevons cet appel en nous mettant ensemble à l'écoute du Christ. Nous y répondons ensemble et nous sommes conscients que nous ne pouvons être un témoin crédible dans le monde et pour le monde que si nous agissons les uns envers les autres comme des frères et des sœurs.

Votre Éminence, je vous remercie de votre engagement en faveur de la paix mondiale et en faveur du respect des droits humains. L'Église catholique apporte ainsi une contribution indispensable à l'entente entre les peuples et les nations.

Les efforts du DFAE en matière de politique extérieure, tels que la promotion de la paix et le développement durable, sont considérés comme des enjeux majeurs par l'Église évangélique réformée de Suisse. Nous nous félicitons donc que la coopération bilatérale contribue à cet effort grâce à une représentation diplomatique ordinaire de la Suisse auprès du Saint-Siège.

Outre les relations diplomatiques avec le Saint-Siège, que le DFAE entend mettre au service de son mandat de paix, d'autres missions internationales de diplomatie ecclésiale et de politique en faveur de la paix pourraient déployer un grand potentiel pour la Confédération. L'EERS se ferait un plaisir d'ouvrir son réseau qu'elle entretient à travers le Conseil œcuménique des Églises (COE), la Communion mondiale d'Églises réformées (CMER) ainsi que ses œuvres d'entraide et ses missions ecclésiales.

Dans le communiqué de presse officiel de la Chancellerie fédérale du 1er octobre, on peut lire ceci : « La présence d'une représentation diplomatique sur place permettra par ailleurs de mener un dialogue plus régulier avec le Saint-Siège sur des thématiques de politique intérieure d'importance pour les relations bilatérales. » Au nom de l'EERS, je remercie le Conseil fédéral qui a décidé de tirer profit de ce dialogue, notamment pour mettre en avant les valeurs suisses. En l'occurrence, je ne pense pas uniquement à l'égalité généralisée entre les sexes. Je pense aussi, par exemple, à la tentative de l'Église catholique de faire participer la base aux décisions grâce à son processus synodal. Dans ce domaine, la Confédération a beaucoup de compétences et d'expérience à offrir.

La religion appartient aux êtres humains. C'est pourquoi sa pratique publique et communautaire est expressément protégée par la Constitution et les droits humains. La sphère politique doit reconnaître que les communautés religieuses existent de fait dans la société et dans la politique religieuse. En la matière, il reste encore des lacunes à combler au niveau national, ce qui n'est pas le cas au niveau des cantons.

Monsieur le Conseiller fédéral, permettez-moi de vous transmettre le souhait commun des Eglises ici représentées: que vous fassiez preuve de créativité pour trouver de nouvelles manières de cultiver les relations entre l'État, les Églises et les communautés religieuses, par exemple en instaurant un échange formalisé entre le Conseil fédéral et celles-ci.

Votre Éminence, au nom du Conseil de l'Église évangélique réformée de Suisse, je demande à Dieu qu'Il vous bénisse et qu'Il guide toutes vos actions dans sa sagesse. Monsieur le Conseiller fédéral, que Dieu vous accompagne également dans vos importantes responsabilités à l'égard de notre pays et qu'Il vous accorde sagesse et courage. Je vous remercie.